

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



POLITIQUE SECTORIELLE JUSTICE

Arrêté du premier ministre 610/PM du 17 juillet 2018 portant création des commissions chargées de l'élaboration de la politique sectorielle dans le domaine de la justice

Rapport de la commission 6 : Informatisation des institutions judiciaires, dématérialisation des actes et communication

Président : Amar Elghassem

Vice Président : Mohamed Mahmoud Sghaire

Nommés par note de service du ministre de la justice du 222/MJ du 14 août 2018

Octobre 2018

Présentation stratégique et opérationnelle du chapitre 5 : Les systèmes d'information et la communication

Dans le but d'élaborer sa politique sectorielle, le Ministre de la justice a initié les travaux des commissions chargées de la réalisation de cette tâche. Un bureau d'études a été recruté pour accompagner ces travaux et consolider les différentes recommandations et propositions.

Une note cadrage proposée par l'expert, a été adoptée par la commission chargée de l'informatisation des institutions judiciaires, de la dématérialisation des actes et de la communication.

Bien que cette mission touche à deux domaines différents, la méthodologie de travail adoptée consistée à faire l'état des lieux et à identifier les axes stratégiques dans chaque domaine.

Etat des lieux :

A partir de l'analyse documentaire, de travaux de commission et du questionnaire électronique, l'inventaire de l'existant en parcs informatiques, réseaux, logiciels et bases de données se figure dans le tableau suivant. La situation actuelle et les limites de l'existant sont mentionnées.

Projet/ infra	Situation actuelle	Supervision/ usage	Limites/ contraintes.
Infrastructures et équipements			
Réseau local du palais de justice de Nouakchott	En panne	Sous la supervision de la DGTIC, lié à l'intranet de l'administration	<ul style="list-style-type: none"> - La dépendance au réseau de l'administration - La décentralisation de l'intervention dans l'espace des réseaux urbains - La faiblesse de la bande passante internet
Réseau local du palais de justice de Nouadhibou	N'est pas exploité	Parquet de Nouadhibou	<ul style="list-style-type: none"> - Récent mais jamais utilisé - Pas de maintenance
Réseau local de la Cour Suprême	Fonctionne	la Cour Suprême	<ul style="list-style-type: none"> - L'architecture du réseau - La protection physique
Salle de serveurs	Fonctionne	la Cour Suprême	<ul style="list-style-type: none"> - Limite de capacité d'hébergement local - Absence de serveurs backup
Parc de PC et équipements	Fonctionne	Toutes les institutions en disposent	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une politique unifiée de maintenance - Manque en formation des usagers
Applications du métier			
Application du casier judiciaire	Fonctionne	Procureurs des wilayas de	<ul style="list-style-type: none"> - Récidives non enrôlés et sans état civil

		Nouakchott	<ul style="list-style-type: none"> - Changement d'identité après chaque crime commis - Absence d'une base de données de déclarations de culpabilité et arrêts judiciaires
Application de gestion des prisons	<ul style="list-style-type: none"> - Pas complet à Nktt - Base de données Excel (prison de NDB) 	DAPAP Prison de Nouadhibou	<ul style="list-style-type: none"> - Projet initié et repris à chaque changement de direction - Manque d'une base de données qui récence les données sur les prisonniers et les prisons
Application de suivi de dossiers judiciaires	Fonctionne	Cour suprême	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour n'est pas régulière - Pas de système GED pour consulter et gérer les dossiers
Solution d'archivage électronique	Fonctionne	Cour suprême	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour n'est pas régulière - Personnel pas bien formé sur
Applications support			
Tableau de bord de suivi et statistique « Miraat al aldalah »	Pas complète	Inspection générale	-
Logiciel de gestion de ressources humaines	Pas complète	DRH	-
Sites web			
Les sites web du département de la justice	Fonctionnent	Ministère Cour suprême Tribunal du commerce	<ul style="list-style-type: none"> - Pas riche en contenus - Manque d'attractivité - Manque d'adaptabilité de la conception technique
Autres existants numériques			
Bulletins mensuels : recensent toutes les statistiques sur les dossiers et affaires dans tous les tribunaux	Régulière	Les juges et les procureurs	- Format doc et xls
Archive électronique du Journal officiel	Existe	JO	<ul style="list-style-type: none"> - Pas complet - Format pdf inexploitable
Données sur les condamnations et jugements divers	Existe	Parquet de Nktt Ouest	- Données sur un document Word, alimenté régulièrement par les greffiers
Guide de procédures civiles et judiciaires	Publié sur le site du Ministère	Ministère	-
Autres à numériser			

<i>Archive de dossiers des magistrats</i>	<i>Existe sous format papier</i>	<i>Ministère</i>	- <i>Sous format papier</i> - <i>Pas organisé</i>
<i>Journal</i>	<i>Pas régulier</i>	<i>Ministère</i>	-

Enjeux et défis :

Une analyse de situation a été faite pour identifier les différents défis que rencontrent le fonctionnement et la performance des services judiciaires. Les défis et difficultés identifiés sont à deux dimensions transversales, à savoir :

a) Dimension stratégique :

- L'absence d'une politique stratégique clairement définie et partagée par le département ;
- L'absence des données statistiques actualisées pour aider à la prise de décisions ;
- Le privilège accordé aux tâches opérationnelles aux dépens de la planification stratégique

b) Dimension organisationnelle :

- Les faiblesses sur les aspects de gestion et de formation des ressources humaines ;
- Le manque de moyens financiers et logistiques alloués aux services judiciaires ;
- La structure et les ressources organisationnelles peu adaptées aux défis du Ministère.

A ces défis, s'ajoutent des contraintes liées à des composantes du système d'information. A partir du tableau de l'existant, les contraintes se résument ainsi :

Composante	Difficultés rencontrées
Infrastructure et équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion décentralisée du parc informatique et de sa maintenance - Equipement non adapté à l'environnement technique du système d'information judiciaire - Capacité d'hébergement très réduite - Manque de serveurs de backup
Applications du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour des contenus - Formation des usagers - Possibilité d'intégration dans un seul système d'information
Applications support	
Sites web	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de publication et de communication - Formation des superviseurs et des webmasters
Archives et bases de données	<ul style="list-style-type: none"> - Numérisation automatisée des archives - Création des bases de données - Maîtrise de système d'archivage numérique et d'indexation

Axes stratégiques :

Les solutions envisageables à l'ensemble de défis posés et de besoins exprimés vont découler des objectifs stratégiques suivants :

- 1- Développement d'un système d'information judiciaire intégré
- 2- Redynamisation du dispositif de communication judiciaire
- 3- Création d'un cadre juridique et structurel pour les services informatiques
- 4- Formation technique du personnel du département

La prise en compte des aspects précités nécessite une révision de l'organigramme du département pour créer et/ou redynamiser des services spécifiques. Il conviendrait, donc, de créer les structures nécessaires qui figurent dans la liste des activités proposées ci-après.

Ace titre, la mise en place d'une direction/agence de l'informatique judiciaire est indispensable. La fonction informatique judiciaire doit être gérée par une structure indépendante rattachée au Ministère de la Justice. Elle comprendra des services qui s'occuperont :

- ✓ Des Infrastructures Réseaux et Systèmes ;
- ✓ De l'exploitation et du support ;
- ✓ De l'entretien des équipements ;
- ✓ Du développement des applications.

Projets et activités proposées :

Objectif stratégique	Sous objectif	Activités proposées	Indicateurs de performance
Développement d'un système d'information judiciaire intégré	Acquisition des infrastructures et équipements	1- Inter connexion entre le Ministère, les tribunaux et les palais de justice 2- Réseaux locaux dans les bâtiments du département 3- Equipement d'une salle de serveurs 4- Equipement des tribunaux en ordinateurs 5- Equipement des tribunaux en scanners liés aux serveurs et aux applications 6- Equipement en Cloud Computing 7- Equipement des salles	- Nombre d'établissements qui disposent d'un LAN - Taux des tribunaux interconnectés - Taux d'équipement des différents établissements

		d'audience par des systèmes de sonorisation et de surveillance	
	Informatisation des processus judiciaires	<ol style="list-style-type: none"> 1- Système d'information intégré regroupant tous les processus métier 2- Gestion et suivi des dossiers accessible par les professionnels de la justice (magistrats, avocats, notaires, etc.) 3- Gestion des prisons et prisonniers 4- Gestion du centre CARSEC 5- Gestion et suivi des saisis 6- Planification des séances 7- Programmation des dossiers 8- Gestion du registre commercial 9- Gestion des mandats d'arrêts 10- Gestion de coopération et des conventions judiciaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de processus métier informatisés - Nombre de dossiers consultables en ligne
	Informatisation de demande et de délivrance des titres	<ol style="list-style-type: none"> 1- Portail de services judiciaires accessible aux citoyens 2- Service de demande du casier judiciaire à travers l'application 3- Application pour l'acquisition des extraits de décision de justice (acte de naissance, mariage, divorce...) 4- Solution de signature électronique et authenticité 5- Procédure de demande de double nationalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux des titres accessibles en ligne - Réduction du nombre des usages qui fréquentent les tribunaux
	Archivage numérique des textes	<ol style="list-style-type: none"> 1- Numérisation des registres 2- Système de gestion électronique de documents GED 3- Développement des intranets pour les parquets, les tribunaux et le Ministère 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux numérisation de registres - Volume d'échange de documents électronique
	Création des bases de données actualisées	<ol style="list-style-type: none"> 1- Interconnexion des bases de données et applications métier 2- Système d'archivage pour le journal officiel doté d'un outil d'indexation 3- Système d'archivage et de suivi d'actualisation des textes en partenariat avec la direction générale de législation 	<ul style="list-style-type: none"> - Volume de données stockées et indexées - Nombre de base des données judiciaires - indicateur temporel de mise à jour des bases de données

		<p>4- Bibliothèque numérique contenant les textes juridiques, les ordonnances et les arrêtés.</p> <p>5- Base de données des ordonnances et décisions de la cour suprême</p>	
Redynamisation du dispositif de communication judiciaire	Sensibilisation juridiques et judiciaires des citoyens	<p>1- Campagne de sensibilisation et de veille juridique au profit de la population via les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Articles et publication - Emission de radio et télé - Conférences régulières - Distribution du guide judiciaire - Activités éducatives dans les écoles et universités - Caravanes de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux des affaires civiles dans les bulletins mensuels - Volume de production du contenu numérique
	Couverture médiatique des activités du département	<p>1- Programmes et reportages radio et télévision</p> <p>2- Sites web attractifs, dynamiques et riches en contenus</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de couverture des activités du Ministère - Volume du contenu produit et publié
	Ouverture sur les investisseurs et partenaires	<p>1- Redynamisation du site de la cour suprême</p> <p>2- Publication des statistiques</p> <p>3- Publication et diffusion d'un guide destiné aux investisseurs</p> <p>4- Mise en place des recommandations de la commission de Boeing business</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des statistiques publiées - Actualisation du site de tribunal du commerce - Nombre de processus commercial accessible en ligne
Création d'un cadre juridique et structurel pour les services informatiques	Cadre juridique	<p>1- Création du cadre juridique de la cellule de communion</p> <p>2- Création du cadre juridique pour le centre de formation et de documentation judiciaire et ajouter à ses missions les statistiques et publications</p> <p>3- Création du cadre juridique du système d'information judiciaire</p> <p>4- Création du centre d'études et publication juridique</p> <p>5- Création d'un institut d'études de magistrature</p> <p>6- Création du cadre juridique de l'archivage judiciaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêtés ordonnant aux tribunaux et services d'utiliser les outils informatiques mis à leur disposition - Cadre juridique de structures proposées
	Structure organique	<p>1- Création et équipement d'une agence pour</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Désignation de responsables des

		<p>l'informatique judiciaire</p> <p>2- Equipement du centre de formation et de documentation judiciaire</p> <p>3- Création et équipement de la cellule de communion</p> <p>4- Redynamisation des bureaux d'accueil et d'information judiciaire</p> <p>5- Création du centre de l'archivage judiciaire</p>	<p>structures proposées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'équipement des structures proposées
<p>Formation technique du personnel du département</p>	<p>Renforcement des capacités techniques du personnel</p>	<p>1- Recrutement du personnel technique</p> <p>2- Implication des usagers de services dans la conception du système d'information et ses différentes composantes</p> <p>3- Formation des webmasters et gestionnaires de contenus</p> <p>4- Formation des usagers sur les différentes applications</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenance assurée par les services du département - Volume du contenu numérique créé ou publié - Nombre d'applications métier - Nombre et résultats des formations

Planification pluri annuelle :

Le tableau suivant planifie les activités attendues sur les dix prochaines années. La planification suit des facteurs :

- Caractère d'urgence sur certains projets
- Contrainte d'antériorité et des prérequis entre activités

Objectif stratégique	Sous objectif	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Développement d'un système d'information judiciaire intégré	Acquisition des infrastructures et équipements	2.4	2.4	3.1	1.4	5.7		6	6		
	Informatisation des processus judiciaires	2.8	3	6.7	9	1	4	5			
	Informatisation de demande et de délivrance des titres	1.2	1.2		3					4	4
	Archivage numérique des textes		1	3	2						
	Création des bases de données actualisées	2	3		1			4			
Redynamisation du dispositif de communication judiciaire	Sensibilisation juridiques et judiciaires des citoyens	1			1			1			1
	Couverture médiatique des activités du département	1	2			1.2					
	Ouverture sur les investisseurs et partenaires		1	3	2						
Création d'un cadre juridique et structurel pour les services informatiques	Cadre juridique	1.6	3.2			4					
	Structure organique	3.5	1	2		4					
Formation technique du personnel du département	Renforcement des capacités techniques du personnel		1	3.2		3.2			2	3	

Mécanisme de mise en œuvre :

La mise en œuvre des activités se fera à l'aide de la table des initiatives. Elle comportera les rubriques suivantes :

- **Nom** de l'initiative : un nom court.
- **Description** de l'initiative : un court paragraphe donnant une description complète de l'initiative.
- **L'étendu** de l'initiative : pour contrôler l'étalement incontrôlable de l'étendu.
- **Raisonnement** : le pourquoi de l'initiative par l'état de l'existant et les tendances.
- **Le Risque** associé à la l'absence de l'initiative.
- **Lapriorité** de l'initiative : à décider avec la commission et l'année d'exécution conformément au planning proposé.
- **Pré requis** : s'il y a lieu les opérations ou conditions à entreprendre pour une mise en place optimale.

Nom de l'initiative	Description	Etendue de l'initiative	Calendrier
Scanner et copieuse réseau	<p>Détails :une photocopieuse/scanner capable de copier un document, le convertir en PDF ou Word, et l'envoyer directement a des intervenants par email. Ou l'injecter dans une base de données ou une application</p> <p>Raisonnement : réduire la perte des documents. Vu la propagation du « Cloud Computing », cela doit tangiblement améliorer la productivité.</p> <p>Risques: Retardement des décisions Perte de documents Manque de traçabilité Accumulation de données.</p> <p>Pré requis :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Installation d'un réseau local2. Système d'archivage/GED	Cabinet du ministre + tribunaux	Moyen terme 2023
Nom de l'initiative 2	Détails		